



Il n'y a pas eu, à proprement parler, de communisme ou de communistes au Congo durant la période 1920-1960

Communisme et anticommunisme au Congo (1920-1960)

Benoît Verhaegen, ancien professeur aux universités du Congo/Kinshasa

Introduction

La formulation du titre peut induire en erreur. Il n'y a pas eu, à proprement parler, de communisme ou de communistes au Congo durant cette période. Le Congo et les Congolais ont certes été l'objet de tentatives d'influences communistes, peu importantes d'ailleurs, exercées à partir de l'étranger ou à l'étranger et limitées aux dernières années de la période. Ces tentatives sont décrites ici, ainsi que leur issue négative. Mais ce qui est plus important d'un point de vue social et politique ce sont les efforts déployés par l'anticommunisme et leur impact réel sur l'histoire du Congo. Le cordon sanitaire établi au Congo dans les années 20 a parfaitement fonctionné jusqu'en 1958. Il est pour une part responsable de l'absence de communisme au Congo, mais également de toute vie politique démocratique avant et après l'indépendance.

Les sources utilisées sont énumérées à la fin du texte; elles sont écrites et de deux sortes: la documentation du Centre des Archives communistes en Belgique (CArCoB) et les publications, ouvrages ou articles traitant du sujet. Nous n'avons pas eu recours systématiquement aux sources orales. Sans doute avons nous été informés et influencés par le fait de vivre au Congo comme enseignant de 1958 à 1987, tout en sachant que le communisme et plus largement tout engagement politique militant, n'étaient pas des sujets que les Congolais abordaient facilement avec les étrangers résidents au Congo, quelque soient l'attitude politique, la bonne foi, et l'engagement personnel de ces étrangers. Le blanc - belge de surcroît - demeurerait l'héritier du système colonial et le complice objectif de l'opresseur néocolonial. Les Congolais s'en méfiaient. A défaut de témoignages oraux de la part des Congolais, cette étude est donc incomplète et sans doute partielle. Il faut ajouter à cela que la plupart des Congolais qui

furent en contact avec les communistes, belges ou autres, désavouèrent ensuite ces contacts ou les payèrent au prix de leur vie.

Le communisme belge et le Congo (1920-1945)

Une histoire générale du Parti communiste belge fera bientôt l'objet d'une publication de la part de Juliette Broder. L'auteur présente le chapitre relatif au Congo et à la politique coloniale du parti de 1945 à 1961 dans le numéro 44 de *Etudes Marxistes* (novembre-décembre 1998)⁽¹⁾. Le texte est divisé en deux parties: de 1920 à 1939 présentation élogieuse des positions de l'Internationale Communiste et du Parti communiste de Belgique (PCB) sur la question coloniale; à partir de 1945 un réquisitoire relativement accablant contre la politique du parti. En voici la conclusion: "Toute la politique coloniale du PCB depuis la libération a été celle d'un parti réformiste rejetant les principes fondamentaux du marxisme-léninisme, remplaçant ainsi l'internationalisme prolétarien par le chauvinisme et le nationalisme bourgeois au nom des 'Intérêts supérieurs de la Nation', en d'autres termes du Capital belge"⁽²⁾. Les termes de la conclusion peuvent paraître empruntés au langage de l'extrême gauche mais la démonstration de l'auteur, fortement étayée par des citations de textes officiels et d'articles de périodiques communistes: *Rénovation*, *Communisme* et *Le Drapeau Rouge*, est plus nuancée, mais toujours limitée à un choix de textes officiels publiés. L'action militante et humanitaire, les réseaux de relations que les communistes belges développent au Congo à partir de 1956, les notes internes, les échanges épistolaires ne sont pas pris en compte. C'est dès juillet 1920, lors du deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, que la

position de l'organisation est définie à l'égard de la colonisation. Elle est conforme à la doctrine léniniste: tous les partis communistes doivent soutenir par la parole et par l'action les mouvements d'émancipation dans les territoires colonisés et promouvoir des sentiments de fraternité entre les classes ouvrières des métropoles et des colonies. Ils doivent également "entretenir parmi les troupes de la métropole, une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux". Trois ans après les mutineries de 1917 ces appels ne sont pas de vains mots.

Le quatrième congrès qui a lieu en novembre 1922 précise la position de l'Internationale: "Chacun des partis communistes des pays possédant un domaine colonial doit se charger d'organiser systématiquement une aide matérielle et morale aux mouvements révolutionnaires des colonies"⁽³⁾. L'accent est mis sur leur responsabilité dans cette lutte au nom de la solidarité de la classe ouvrière. Le congrès dénonce les tendances réactionnaires qui existent dans certaines couches de la classe ouvrière; celles-ci sont à combattre énergiquement.

Lors du sixième congrès de l'Internationale Communiste qui se tint en 1928, Togliatti, secrétaire général du parti italien, réfute les thèses des sociaux-démocrates selon lesquelles il faut soutenir le capitalisme comme instrument de développement et point de passage obligé vers le socialisme. Il rappelle l'affirmation de base du marxisme: le but du capitalisme n'est pas le développement des forces productives mais le profit des capitalistes, et il condamne le réformisme en matière coloniale.

Le PCB adhère jusqu'en 1939 aux positions défendues par l'Internationale Communiste. Le système colonial est condamné de manière radicale. Les positions réformistes du parti socialiste sont dénoncées à plusieurs reprises dans *Le Drapeau Rouge* en 1924. En 1926 le troisième congrès du PCB évoque "l'indépendance totale

de la colonie" et incite le parti à organiser les masses colonisées et à les aider à mener leur combat. En mars 1927 le parti soutient la création de la Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale. En juillet 1931, après la révolte des Bapende du Kwilu et la répression sanglante opérée par l'autorité coloniale, le député communiste Joseph Jacquemotte, fondateur du PCB, explique devant la Chambre que c'est l'oppression coloniale et l'avidité des grandes sociétés à la recherche de profits qui acculent la population à la révolte. Le responsable est l'impérialisme belge. Il appelle à la solidarité avec les travailleurs noirs qui luttent pour leur libération.

José Gotovitch dans son ouvrage *Résistance et parti communiste* (p. 33) a bien résumé la position intransigeante du parti à cette époque: "Le parti communiste se sent porteur d'une pratique politique spécifique, la lutte sans compromis contre tous les compromis, l'agent intransigeant tant de la lutte des classes que de la cohérence antifasciste"⁽⁴⁾.

Le changement de ligne du parti à la conférence de Charleroi en avril 1935 marque le début de la stratégie du Front Populaire contre le fascisme; la rigueur léniniste contre toutes les compromissions est mise en veilleuse mais les positions anticolonialistes radicales ne sont pas modifiées. Le PCB connaît un accroissement du nombre de ses membres qui passe de 2600 en 1935 pour atteindre 10.000 en 1939⁽⁵⁾.

La guerre, la lutte prioritaire contre le nazisme, le besoin d'unité dans ce combat avaient relégué au second plan la question coloniale. En 1945 le parti compte 87.800 membres. Aux premières élections d'après-guerre il obtient vingt sept sièges au parlement et quatre ministères. Il est une force politique en Belgique, mais au Congo sa présence et son action demeurent quasi nulles. Il ne joue aucun rôle dans les mouvements d'opposition qui ont marqué la colo-

nie de 1941 à 1945: grèves au Katanga en 1941, révolte des Kitawalistes de Masisi en février-mars 1944, mutinerie de la force publique à Luluabourg le 20 juin 1944, grèves à répétition dans le Bas-Congo et à Matadi en 1945. Les impôts, les salaires dérisoires, les conditions de travail, les discriminations d'ordre racial expliquent suffisamment ces révoltes. Le parti communiste de Belgique ne profite pas de ces occasions pour s'implanter au Congo. L'eut-il voulu, le cordon sanitaire anticommuniste l'en aurait empêché.

Le PCB renonce à la violence et devient réformiste (1945-1958)

Selon Juliette Broder, auteur de l'article précité sur le *Parti communiste de Belgique et la question coloniale* (1945-1961), le PCB renie à partir de 1945 sa politique révolutionnaire antérieure: "Il faudra attendre 1945 pour voir le Parti Communiste de Belgique renier l'héritage et sombrer - notamment dans la question coloniale - dans le plus plat réformisme et dans la collaboration de classe" (p. 117).

Même si on fait abstraction du langage un peu stéréotypé et des jugements globalisants de l'auteur, les textes qu'elle cite, extraits de publications du PCB et rédigés par ses responsables, sont consternants. Sa première cible est Antonina Grégoire, membre du Comité central et responsable de la Commission coloniale (1946-1947), et ensuite le secrétaire général du parti Edgard Lalmand (1948). Les écrits du sénateur Paul Libois (1946-1947) et du docteur Noël Renvillard (1947) sont également utilisés pour fournir une véritable anthologie d'arguments colonialistes: supériorité des blancs, devoir de civilisation, nécessité de développer le colonat blanc, hommage au grand Roi Léopold II et aux pionniers, réalisation d'une économie

complémentaire Belgique-Congo, etc. Il ressort de cette lecture affligeante de textes officiels que les nouveaux dirigeants du PCB ignoraient tout du Congo et s'en désintéressaient profondément. Le cordon sanitaire colonial jouait dans les deux sens.

Une nouvelle révision de la politique coloniale du PCB a lieu en 1951 après l'indépendance de la Chine (octobre 1949). Le déclenchement de la guerre de Corée (juin 1950), l'installation de la guerre froide et le réarmement général de l'occident expliquent ce changement. La perspective de l'indépendance des colonies et le danger de l'impérialisme américain, vont inspirer la définition de la nouvelle politique coloniale du PCB.

Il revient à Lalmand lors du dixième congrès du PCB en mars 1951, la tâche d'expliquer le changement de politique à l'égard du Congo. Il dénonce le régime colonial belge qui "[...] se classe parmi les spécimens les plus odieux du colonialisme"⁽⁶⁾, tout en mettant en garde contre les convoitises de l'impérialisme américain à l'égard des matières premières du Congo. Il demande que le parti accorde un soutien total à la lutte de libération du peuple congolais. Ces déclarations vigoureuses et les résolutions du congrès ne modifièrent pas concrètement la politique du parti qui se contenta d'introduire des propositions de loi pour adoucir la rigueur du système colonial. En 1957 lors du douzième congrès du PCB le nouveau secrétaire général, Ernest Burnelle, trace le bilan de l'action du parti en faveur de l'émancipation du peuple congolais. Il se résume en trois propositions de loi en faveur des travailleurs: liberté syndicale, suppression des châtiments corporels et des travaux obligatoires. Le déclin du parti dont le nombre de membres se réduit de 87.800 en 1945 à 11.700 en 1957 et l'extension de la guerre froide n'expliquent qu'en partie la timidité des actions politiques. Le Congo, politiquement en

léthargie jusqu'en 1956, ne mobilisait pas les dirigeants du parti qui ne pouvaient s'y rendre, l'entrée leur étant interdite. Les rares Congolais qui venaient en Belgique avant 1956 étaient sélectionnés en fonction de leur adhésion au régime colonial. Leur séjour et leurs rencontres étaient surveillés. Ils ne pouvaient servir d'informateur ou de relais vers le Congo. Enfin le spectre d'une autre guerre d'Algérie incitait le parti à la prudence et à choisir plutôt le combat parlementaire et syndical que l'insurrection et la lutte armée.

'L'Eveil du Congo'

Le PCB crée en 1954 à l'initiative de sa commission coloniale un périodique *L'Eveil du Congo* édité sous couvert d'une association intitulée 'Combattants' pour la liberté des peuples congolais. Une quinzaine de numéros paraissent entre 1954 et 1958 et sont diffusés clandestinement au Congo. Les sujets abordés reflètent la ligne officielle du parti telle qu'elle a été définie par le Comité central depuis 1951. L'accent est mis dès le début sur la liberté et les droits syndicaux, sur l'interdiction du travail forcé et sur la suppression de toute discrimination raciale. Ces trois thèmes sont présentés dans le n°2 de 1954 comme 'Projet de programme' soumis 'à l'appréciation de la population congolaise'. Ils sont conformes aux conclusions du dixième congrès (mars 1951) et ont été publiés dans la revue du parti *Communisme* de juin 1952. Les autres points du programme sont une énumération de revendications sociales et humanitaires assez vagues et décousues. La question politique de l'indépendance et des moyens pour y parvenir est éludée. Les auteurs du programme "reconnaissent aux peuples du Congo leur droit à l'existence indépendante, le droit d'ériger leur propre état indépendant. Mais en attendant que l'indé-

L'Eveil du Congo

ECRIT PAR
LE COMITÉ NATIONAL
LIBERTÉ DES PEUPLES

No 4

NOVEMBRE

1954

*Le PCB crée
en 1954 le
périodique
L'Eveil du
Congo qui est
diffusé
clandestine-
ment au
Congo*

pendance du Congo soit réalisée, ils combattent pour conquérir immédiatement les libertés élémentaires et une vie meilleure”.

Les numéros suivants de *L'Eveil du Congo* reprennent les thèmes du projet de programme: liberté syndicale et importance du syndicat dans la libération des travailleurs, amélioration des salaires et des conditions de la vie quotidienne, lutte contre le racisme, l'apartheid et l'inégalité, développement de l'enseignement laïc et amélioration de la condition de la femme africaine, critique de la politique coloniale paternaliste, e.a. l'immatriculation et le décret sur les villes. Tous ces thèmes sont communs à la plupart des mouvements chrétiens et autres engagés dans l'évolution politique du Congo: les périodiques *Conscience Africaine* depuis 1955 et *La Croix du Congo* des pères de Scheut, les syndicats chrétiens et socialistes, des associations culturelles comme l'Abako ou les cercles d'évolués avec leur organe mensuel *La Voix du Congolais*. On peut même constater que les revendications politiques exprimées par ces associations et ces organes de presse sont plus nettes que celles de *L'Eveil du Congo*.

Le numéro 14 de août-septembre 1957 reproduit le message du douzième congrès du PCB, tenu à Gand en avril 1957, et adressé *Aux peuples du Congo et du Ruanda-Urundi*. Deux points ressortent du message: les communistes de Belgique souhaitent que l'émancipation du Congo “[...] s’accomplisse d’une façon pacifique sans que du sang congolais ou belge soit versé”, et pour atteindre ce but ils préconisent un “*front de combat commun des ouvriers belges et des peuples congolais*” et se félicitent de l’importance prise par la FGTB-Congo⁽⁷⁾. C’est à partir de ce congrès que la crainte d’une guerre coloniale sur le mode de celle de l’Algérie, détermine les positions du PCB et l’incite à la modération.

A l’occasion du cinquantième anniversaire de l’annexion du Congo par la Belgique le PCB fait une déclaration reproduite dans le numéro de novembre 1958 de *L'Eveil du Congo*. La déclaration constate la décomposition des systèmes coloniaux partout en Afrique et repose la question de l’indépendance du Congo. Plus nettement encore que dans le message du douzième congrès, l’accent est mis sur la voie pacifique. Il faut “[...] épargner à la Belgique et au

Congo les misères d'une guerre coloniale" et pour cela le gouvernement belge doit "[...] engager au plus tôt des pourparlers avec les dirigeants congolais". Il faudra attendre plus d'un an et l'épreuve des émeutes de Léopoldville et de Stanleyville avant que ces pourparlers ne s'engagent à la Table ronde de Bruxelles en janvier 1960.

Après avoir condamné une fois de plus les monopoles belges qui "insistent sur l'envoi de troupes régulières au Congo" la déclaration conclut: "Sans négliger le point de vue belge que seule une voie pacifique peut servir les intérêts immédiats et futurs de la Belgique et du Congo. Les rapports fructueux entre la Belgique et le Congo ne peuvent être conçus que sur la base de l'égalité des droits, de l'indépendance et du respect mutuel."

Il est difficile de connaître l'importance de la diffusion et de l'impact de ce périodique au Congo pendant les cinq années de sa parution (1954-1958). Les traces matérielles et le souvenir en sont minimes.

La presse congolaise reproduit des textes militants (1959-1960)

Au courant de l'année 1959 la plupart des partis politiques congolais se dotent d'une presse à parution plus ou moins régulière. Certains de ces journaux reproduisent des articles ou des extraits d'ouvrages envoyés d'Europe par des organisations militantes anticolonialistes, dont le parti communiste de Belgique. Il s'agit d'extraits des ouvrages de Lénine, Staline ou Khrouchtchev, mais également de Martin Luther King, du pasteur Niemöller, de Lanza Delvasto et surtout de Gandhi. Les textes des quatre derniers auteurs concernent la non-coopération et la non-violence. Ils sont le fruit de l'action des militants pacifistes belges groupés autour de Jean Van Lierde et des revues *Routes de paix*

et *Co-existence*. Le périodique de l'Abako, *Notre Congo* reproduit depuis novembre 1959 dans presque chaque numéro une citation de Lénine extraite du tome XXII des *Oeuvres complètes* et de Staline, *Marxisme et questions nationales*. Il ne s'agit que de textes très brefs, souvent les mêmes d'un numéro à l'autre portant généralement sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les citations de Gandhi sont plus longues, plus nombreuses, consacrées presque toutes à la non-violence. Le numéro de *Notre Congo* du 6 mars 1960 publie un texte de Gandhi intitulé *Notre socialisme et notre communisme doivent être basés sur la non-violence... Je réclame le titre de communiste d'avant-garde*. Il est rare que le terme communiste figure dans les citations. On peut supposer que les ouvrages dont furent extraits ces citations furent envoyés clandestinement par le PCB à des correspondants congolais. Il faut remarquer cependant que l'utilisation des textes d'auteurs communistes débute très tard -fin 1959- que les citations ne font l'objet d'aucuns commentaires pour les appliquer au cas du Congo, que leur contenu est plus moral que politique et certainement pas révolutionnaire. On a l'impression que les journalistes congolais et les hommes politiques qui utilisent la presse, ignorent tout du communisme et n'utilisent ces textes que pour provoquer le pouvoir colonial et faire preuve d'indépendance. Le journal de l'Abako, *Notre Congo*, pouvait se permettre ce comportement frondeur à la fin de 1959, mais la plupart des autres journaux, y compris l'organe du PSA de Gizenga, *Solidarité africaine*, et celui du Mouvement National Congolais de Lumumba, *L'Indépendance*, ne prirent pas ce risque. Gizenga rentrant d'un voyage à Berlin et à Moscou mais également à Paris et à Bruxelles croît même nécessaire de se dédouaner dans une déclaration à la presse faite à Léopoldville le 11 mai 1960 et reproduite dans *Solidarité africaine* du 21 mai:

"Le communisme, bête noire de l'Occident, est évidemment l'étiquette que l'on nous gratifie à nous du P.S.A. parce que nous avons une position catégorique contre le colonialisme et l'impérialisme et parce que son président général que j'ai l'honneur de représenter a été dans les pays dits communistes; faut-il croire que l'Allemagne de l'Ouest et Paris sont aussi de tendance communiste?"

Devant l'inquiétude internationale formulée à l'encontre de nos opinions, de nos tendances, nous pourrions à notre tour nous demander s'il n'existe pas dans cet occident et dans d'autres continents ce même communisme et notamment en Belgique. Il serait donc paradoxal de s'inquiéter de nos opinions alors que ce 'virus' grandit chez vous malgré la lutte accrue des catholiques."

Un souvenir personnel peut éclairer la grisaille de ces textes: arrivant au Congo en octobre 1958 j'ai pris contact avec le président du Parti du Peuple, Alphonse Nguvulu qui m'était recommandé par mes amis du CRISP. A son invitation je me suis rendu au local du parti qui était également le bureau de leur journal *Emancipation*. J'y ai trouvé deux jeunes militants, un Belge sympathisant communiste et un Congolais, Tony Nyati Bula Mandungu. Nous discutâmes des oeuvres de Marx et de Lénine et je fus impressionné par leur niveau de connaissances du marxisme et par leur rigueur militante. Pendant la discussion théorique je fus convié à plier et mettre des étiquettes sur le dernier numéro d'*Emancipation*. Après avoir rejoint le gouvernement de Gizenga à Stanleyville en 1961 et avoir connu ensuite plusieurs années d'exil dans les pays de l'Est, en Suisse et à Paris, Bula Mandungu devint ministre sous le régime Mobutu et gouverneur du Katanga. Le Parti du Peuple eut moins de succès. Il disparut après les élections de mai 1960 sans avoir eu un seul élu.

L'action communiste retardée (1956-1958)

Le cordon sanitaire établi depuis les années 190 par le pouvoir colonial aux frontières du Congo parvint à empêcher jusqu'en 1956 toute pénétration communiste, hormis quelques publications et de rares contacts à l'extérieur du pays. Le PCB semblait s'en accommoder. La politisation du pays en 1956 suite à la publication du plan de trente ans du professeur J. Van Bilsen et des deux manifestes de *Conscience africaine* et de l'Abako, suscita l'intérêt de la classe politique belge pour l'avenir du Congo. Par le biais des organisations syndicales, de la presse et d'associations diverses, les partis politiques belges tentèrent d'établir ou de conforter des têtes de pont au Congo. Les chrétiens, les socialistes et les libéraux y réussirent dans une certaine mesure, mais pas les communistes. Ceux-ci étaient toujours interdits de séjour au Congo et les Congolais n'étaient admis en Belgique que triés sur le volet. Le voyage d'un groupe de notables congolais en Belgique en mai 1956 en témoigne. Lumumba en faisait partie. Après un mois de séjour et de très nombreux contacts avec les milieux belges il déclare à la presse: *"Nous nous permettons également de faire appel à la sagesse de tous les Belges pour ne pas introduire au Congo des querelles métropolitaines qui, à notre sens, constituent des causes de friction et de division entre les hommes. Si nous avons besoin des apports de la civilisation occidentale, nous ne voulons pas le mauvais côté de cette civilisation et protestons contre l'introduction des luttes des classes"*⁽⁸⁾.

Le journaliste de *l'Eveil du Congo*, déçu par la déclaration de Lumumba qui était dès cette époque le plus connu des évolués de Stanleyville, conclut: *"Inutile de dire que Lumumba voulant faire croire qu'il parlait au nom des Congolais a en réalité parlé au nom des monopoles coloniaux"*



Affiche des Jeunesses Communistes pour une campagne de solidarité pour l'indépendance du Congo, 1959 (création Paul Renotte, photo Yvan Poncelet)

qui veulent non seulement garder le monopole économique mais aussi le monopole de l'esprit."

Les communistes ne participèrent pas à l'accélération de l'évolution politique au Congo jusqu'en 1958. Ivan Ollevier qui a interrogé plusieurs responsables communistes de cette époque, donne une autre explication à cette abstention que les obstacles pratiques⁽⁹⁾. Il suggère que jusqu'à la fin des années 50 les communistes en Europe n'étaient pas mobilisés pour la défense de la classe ouvrière des colonies, appliquant en cela la théorie marxiste traditionnelle selon laquelle la colonisation est une étape nécessaire vers le socialisme et qu'il fallait l'accomplir. Ils n'auraient rejoint le mouvement d'émancipation nationaliste, que lorsque l'indépendance fut en vue. A cette explication Eddy Poncelet, membre très actif des Jeunesses Communistes à cette époque, ajoute que leur préoccupation essentielle était la lutte contre le réarmement, contre les préparatifs de guerre, contre le maintien du service militaire au delà de douze mois. Le spectre de la guerre d'Algérie commandait d'éviter à tout prix une guerre coloniale qui ne pouvait que renforcer le militarisme.

Tous ces facteurs ont dû intervenir pour expliquer le retard pris par les communistes belges dans le combat pour l'indépendance du pays. Seule une étude historique approfondie pourrait pondérer l'influence de ces facteurs.

Communistes et Congolais se rencontrent (1958-1960)⁽¹⁰⁾

L'année 1958 marque un tournant dans l'attitude des communistes à l'égard du Congo. Albert De Coninck pour le Comité central et Eddy Poncelet pour les Jeunesses Communistes parlent d'une rupture dans la ligne du parti.⁽¹¹⁾

Poncelet a raconté à Ollevier comment une nouvelle génération issue des Jeunesses Communistes avait été sensibilisée à la situation du Congo lors de rencontres organisées à l'initiative de la Fédération Mondiale des Jeunesses Démocratiques. A l'occasion de ces contacts des militants originaires des colonies françaises et britanniques auraient abordé la question coloniale du Congo. Les jeunes communistes belges prirent conscience "[...] avec stupéfaction que la Belgique était ni plus, ni moins qu'une puissance occupante au Congo".

De son côté De Coninck, membre du Comité central du PCB depuis 1951, fut chargé ensuite de la politique du parti à l'égard du Congo. Il organisait l'expédition au Congo par bateau du périodique *L'Eveil du Congo* avec la complicité de dockers communistes. Mais ce n'est qu'en 1958 que les premiers contacts avec des Congolais eurent lieu à l'occasion de l'exposition universelle de Bruxelles.

Celle-ci offre la possibilité et le cadre de rencontres entre Congolais et communistes belges, mais aussi d'autres pays. Presque tous les dirigeants du parti participent à un titre ou l'autre à ces rencontres et à l'action du PCB en faveur du Congo. Rarement une telle convergence des attitudes et des actions avait eu lieu au parti. Elle répondait du côté congolais à une explosion de la demande de contacts, d'informations et d'aide. A partir de l'exposition le cordon sanitaire colonial est contraint de se relâcher. Les invités congolais prolongent leur séjour, se rendent dans d'autres pays, y compris derrière le rideau de fer, reçoivent des bourses d'études. Aux invités réguliers de l'administration coloniale, s'ajoutent ceux des partis, des entreprises et des organisations belges qui souhaitent établir des liens avec le Congo. Une certaine surenchère dans la recherche de contacts se manifeste qui profite aux Congolais. Les dirigeants communistes bénéficient cependant chez les Congolais d'un certain

privège fait à la fois de curiosité et de sympathie. On souhaite entrer en contact avec ces hommes tant redoutés par le colonisateur. La sureté belge et sans doute d'autres services de renseignement tentent de surveiller ces contacts et d'infiltrer les organisations congolaises⁽¹²⁾. Ces manoeuvres n'intimident plus les Congolais, mais créent au contraire une certaine complicité entre les nationalistes congolais et les militants et dirigeants communistes, tous deux victimes du même pouvoir policier.

Les rencontres, les échanges et la collaboration entre Congolais et communistes belges s'intensifient tout au long de l'année 1959 pour culminer lors des Tables rondes politiques de janvier 1960 et économiques de mai 1960. Les dirigeants communistes belges sont extrêmement actifs dans des domaines variés: défense des dirigeants congolais devant les tribunaux au Congo, actions législatives à la Chambre, coopération pratique dans l'action de propagande des partis politiques, fourniture d'information et de documentation, publication de communiqués du parti, bourse de voyage et d'étude et allocations de frais de séjour. Deux avocats communistes, Jean Terfve et Jules Wolf, accompagnés de Jules Chomé se rendent au Congo en 1959 pour y défendre le président de l'UNTC, Antoine Tshimanga. Ce fut à notre connaissance la seule visite de personnalités communistes au Congo avant le 30 juin 1960.

Les aides financières ponctuelles sont peu importantes. Elles s'élèvent à quelques milliers de francs pour la tenue d'un colloque ou l'achat de matériel de propagande. Il n'y a aucune commune mesure avec le montant des subventions versées par les firmes belges et étrangères intéressées par l'économie du Congo ou ayant des relations économiques avec les Pays de l'Est. Parmi les personnalités communistes les plus actives il faut citer Albert De Coninck (°1915), président de la commission coloniale du parti,

Eddy Poncelet (°1927), Marcel Levaux (°1926), Michel Vanderborgh (°1925) et Mark Braet (°1924) pour les jeunes communistes, les avocats Jean Terfve (1907-1978) et Jules Raskin (°1929), qui s'offrent à défendre Lumumba, Rosine Lewin (°1920), journaliste au *Drapeau Rouge*, Gaston Moulin (1911-1981), député qui dépose au Parlement une proposition de loi visant à assurer l'indépendance du Congo pour le 1er janvier 1961.

Deux organisations politiques ont bénéficié particulièrement de l'appui du PCB: le Mouvement National Congolais (MNC) de Patrice Lumumba et l'Union Nationale des Travailleurs Congolais (UNTC) de Antoine Tshimanga, Edouard Valentin Muthombo et Gabriel Lassiry. L'UNTC dans une lettre à Terfve offre de collaborer avec le PCB. Les contacts se font ensuite avec Terfve (sous le pseudonyme de Laforge) dès le mois de mars 1959. Une somme de 5000 F est envoyée à l'UNTC afin d'installer un bureau. Terfve met l'UNTC en garde contre: "*Les partis socialistes d'Europe [qui] sont à la remorque du capitalisme et du colonialisme*" et les invite à "[...] être l'ami des pays qui ont déjà réalisé le socialisme"⁽¹³⁾. A l'égard de Lumumba Terfve recommande encore la vigilance - la lettre datée de mai 1959 - mais approuve la collaboration avec Nguvulu et le Parti du Peuple qu'il faut "[...] amener sur la voie du socialisme scientifique de Marx et de solidarité avec tout le camp anti-impérialiste". Les relations entre l'UNTC et le MNC de Lumumba par contre sont empreintes de méfiance. Lumumba ayant menacé Tshimanga de créer son propre syndicat "[...] ayant les mêmes affinités [que l'UNTC] avec l'UGTAN" au cas où l'UNTC refuserait de travailler avec le MNC, Tshimanga donne son accord de principe au sujet de la collaboration⁽¹⁴⁾. Le MNC ne créera pas de syndicat autonome, mais conservera des contacts directs avec l'UGTAN à Conakry.

Lumumba et les communistes (1958-1960)

Lumumba est sans conteste le personnage politique congolais qui fut de 1958 à 1960 le plus entouré et sollicité en Belgique, y compris par les communistes. Dans la biographie de Lumumba rien ne laisse présager des sympathies particulières pour le parti communiste ou pour les théories socialistes. Ses convictions idéologiques ont évolué à l'opposé d'un tel engagement au cours de deux périodes: la première dure dix ans, de 1944 à 1955. Lumumba est sous la dépendance de l'Eglise catholique et des missionnaires avec lesquels il collabore et dont il fait un éloge appuyé; la seconde débute en 1955 après l'arrivée du libéral Buisseret à la tête du ministère des Colonies. Lumumba entre en conflit avec les missionnaires. Il est protégé par le ministre et devient en 1957 vice-président du cercle libéral de Léopoldville. En 1958 Lumumba s'investit totalement dans le mouvement nationaliste et exclut toute adhésion à une idéologie étrangère. A plusieurs reprises il se proclame non communiste; il ignore tout du marxisme et continue à faire confiance à une organisation libérale de l'économie, tandis que sa méfiance à l'égard des catholiques va croissant. En juillet 1960, après la rupture des relations avec la Belgique, c'est avec une firme américaine, la CIMCO, dirigée par le financier Detwiler que Lumumba négocie des projets de développement économique du Congo. Comment dès lors expliquer ses sympathies et jusqu'à un certain point ses connivences avec les cadres du PCB? Pendant ses brefs séjours à Bruxelles, Lumumba rencontre plusieurs fois les dirigeants du PCB. Les relations sont particulièrement amicales⁽¹⁵⁾. De Coninck en tant que responsable de la commission coloniale du PCB s'y emploie. Il rencontre longuement Lumumba. Selon lui Lumumba n'a aucune sympathie

pro-communiste, mais apprécie les positions du parti en faveur de l'indépendance⁽¹⁶⁾. De Coninck essaie de mettre Lumumba en garde contre Mobutu dont il dénonce les relations avec la sureté belge, mais en vain. De Mobutu, Lumumba dit qu'il est son frère, et De Coninck comprend que la parole d'un blanc ne vaut pas celle d'un frère.

Michel Vanderborgh est chargé d'aider Lumumba dans la préparation matérielle de sa campagne électorale (confection de photos, d'insignes et d'écussons); Jean Terfve et Jules Raskin écrivait à Lumumba en prison pour lui proposer de l'assister juridiquement⁽¹⁷⁾. Le 25 juin 1960 De Coninck écrit au premier ministre Lumumba pour l'informer de l'intention du PCB d'envoyer une délégation de trois membres (lui-même, Jean Terfve et Jacques Grippa) aux cérémonies de l'indépendance le 30 juin et lui demande de leur accorder un visa de trois mois.

Le courrier échangé avec Marcel Levaux dès septembre 1959 est particulièrement chaleureux⁽¹⁸⁾. Lumumba écrit à Levaux de sa prison de Stanleyville le 24 décembre 1959 et évoque avec nostalgie la qualité de leurs rencontres en Belgique avec Raskin et "[...] tous les autres camarades". Il tutoie Levaux et l'appelle mon cher Marcel.

Dans une lettre adressée à Levaux et datée du 21 septembre 1959 Lumumba avait soulevé l'éventualité d'une aide financière en vue de la préparation du Congrès de Stanleyville de la fin octobre. La demande est modeste: "*Pourrais-tu organiser une petite collecte parmi les camarades pour nous venir en aide. Si cela rencontre ton approbation, il faudrait le faire discrètement.*" On ne connaît pas le résultat de la collecte. Dans un ouvrage intitulé *La pénétration communiste au Congo*, Pierre Houart a accusé Lumumba d'avoir reçu des fonds importants du PCB: un chèque de 27 millions et 10 millions confiés à des intermédiaires. Jules Chomé a

Pour garantir la sécurité des familles belges
et préserver la paix au Congo :

CONFIANCE au Gouvernement congolais !

La situation est sérieuse au Congo.

Si l'on n'y prend garde, les événements peuvent se précipiter et transformer le Congo en une deuxième Algérie.

Car les monopoles capitalistes, grands vaincus de l'accession du Congo à l'indépendance, ne sont pas résignés à la perte de leur pouvoir colonialiste et n'attendent que l'occasion favorable pour risquer l'aventure.

Certes, le Congo vit des heures difficiles et c'est compréhensible. Il est d'autre part absolument normal que la Force Publique veuille chasser de ses rangs les officiers belges qui conspirent contre le gouvernement Lumumba et qui poussent à la bagarre.

Ceux qui veulent le drame, ce sont ceux qui, au Congo, ont systématiquement semé la panique, ceux qui, comme le trop fameux général Janssens, ont prétendu maintenir le vieil esprit anticongolais au sein de la Force Publique, ceux qui ont fait courir le bruit mensonger d'un départ de troupes soviétiques, ceux qui sabotent le gouvernement Lumumba.

Ceux qui veulent le drame, ce sont ceux qui, en Belgique, comme M. Motz, président du Parti Libéral et brasseur d'affaires au Congo, réclament l'intervention armée. Ce sont ceux qui dimanche à Bruxelles, ont inspiré les mots d'ordre : « Vive le général Janssens ! Vive l'intervention ! Vive le Roi ! A bas l'indépendance du Congo ! ».

Comment éviter l'aventure ?

Comment éviter la bagarre, comment permettre aux Belges qui le veulent de rentrer en Belgique, comment garantir la sécurité de ceux qui entendent coopérer loyalement avec la jeune République du Congo, comment ramener le calme ?

Pour atteindre ce but, l'essentiel est d'aider le gouvernement Lumumba, d'éviter toute initiative unilatérale, toute intervention qui apparaîtrait comme dirigée contre l'indépendance de la République du Congo.

La protection des Belges du Congo, menacés avant tout par les conséquences inévitables des provocations colonialistes, ne peut être assurée efficacement que dans le cadre d'une étroite coopération avec le gouvernement Lumumba — notamment en accordant à celui-ci toute aide, y compris en matériel et en hommes, qu'il jugerait nécessaire de requérir.

Par contre, toute mesure prise à l'encontre de la volonté du gouvernement légal du Congo ne pourrait qu'envenimer la situation et compromettre davantage la sécurité de nos compatriotes.

Une fois le calme revenu, c'est encore dans le cadre de l'amitié du Congo et de la Belgique, de l'aide économique et financière au Congo, de l'indépendance toujours plus complète du Congo, qu'il sera possible de défendre les intérêts bien compris des Belges et des Congolais.

Que les soldats belges ne le perdent jamais de vue !

Tant que des soldats belges seront casernés au Congo, la tentation sera grande pour les pêcheurs en eau trouble de manœuvrer, de provoquer l'intervention armée.

C'est pourquoi le meilleur moyen de garantir des relations pacifiques entre la Belgique et le Congo, c'est de préparer, une fois le calme revenu, le retrait de tous les soldats belges du Congo.

**Exigeons tous ensemble la sécurité des familles au Congo
par la coopération avec le gouvernement Lumumba**

**VIVE L'INDEPENDANCE DU CONGO !
Vive l'amitié entre Belges et Congolais !**

LE PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE.

On ne peut jeter ce tract sur la voie publique.

Appel du PCB pour soutenir le gouvernement de Lumumba

démontré l'inexistence de ces fonds dans son ouvrage *M. Lumumba et le communisme*.

Il reste à répondre à la question: pour quelles raisons les relations entre Lumumba et les communistes en 1959 et 1960 ont-elles été aussi chaleureuses et empreintes d'une amitié réciproque au point de susciter la figure mythique d'un Lumumba communiste et son corrélat aussi imaginaire: le complot communiste au Congo. Plusieurs facteurs interviennent dans la réponse.

Il y a tout d'abord le changement de la ligne politique du PCB sous l'impulsion des Jeunes Communistes et de certains dirigeants. Ce point a déjà été évoqué. Le MNC, identifié à la personne de Lumumba, leur apparaissait comme la seule organisation politique valable à dimension nationale. "En la personne de Lumumba", ils reconnaissaient "un compagnon de pensée, un révolutionnaire passionné qui voulait rompre radicalement avec l'impérialisme occidental"⁽¹⁹⁾. Au delà des différences doctrinales ils ont en commun un projet essentiel: la libération du peuple congolais et l'indépendance totale du pays. Dans le contexte de la décolonisation de l'Afrique, c'était suffisant pour mobiliser des militants communistes.

Lumumba de son côté ne partageait pas les convictions anti-communistes dominantes dans la société coloniale. Au contraire, appliquant l'adage selon lequel les ennemis de mes ennemis sont mes amis, il était prêt à chercher des appuis, voir des alliés, parmi les communistes, d'autant plus que ses premiers alliés, chrétiens ou libéraux, l'avaient abandonné au moment où il avait entamé son combat nationaliste.

L'accueil que Lumumba reçut chez les communistes ne put que confirmer son choix. Les qualités intellectuelles et morales de ses interlocuteurs, leur disponibilité à son égard, l'amitié qu'ils lui témoignaient et surtout une identité de vue sur le projet politique du MNC, le changeaient de ses autres contacts avec les Belges.

L'échec des projets communistes au Congo

La visite au Congo que De Coninck et Terfve projetaient pour assister aux fêtes de l'Indépendance, fut postposée pour des raisons administratives jusqu'au mois d'août 1960. Ils arrivèrent en pleine crise congolaise dans un pays occupé par les forces des Nations Unies. Ils ne s'attardèrent pas et se rendirent à Accra pour faire le point sur la situation du Congo. Poncelet, qui avait été envoyé au Congo en juillet 1960 pour y installer une antenne communiste, eut des difficultés. Refoulé une première fois à Brazzaville, il arrive également en août. Après le départ de De Coninck et Terfve, il continua à les tenir au courant de l'évolution de la situation par téléphone, mais dut quitter également le Congo après le coup d'état du colonel Mobutu le 14 septembre 1960. Il conclut: "Ce fut la fin de tous les contacts entre le PCB et le régime congolais". Ce fut également la fin de l'espoir d'implanter une structure communiste au Congo. Ludo De Witte considère qu'à "[...] l'indépendance du Congo il n'y avait pas un seul dirigeant congolais valable qui était prêt à réaliser une transformation socialiste du pays"⁽²⁰⁾. Le bilan était en effet totalement négatif.

La tentative de Pierre Mulele au Kwilu en 1963-1965 ne put se consolider et fut noyée dans le sang. Les rébellions de l'Est ne se réclamèrent jamais de l'idéologie communiste même si elles furent soutenues par les pays de l'Est et par la Chine. Che Guevara y créa une enclave cubaine communiste, mais elle disparut après sept mois sans laisser de traces à tel point que ce n'est que des années plus tard qu'on apprit qu'elle avait existé.

Quel fut le sort des personnes qui avaient été proches du PCB en Belgique? Certains furent

assassinés: Patrice Lumumba au Katanga en 1961, Pierre Elengesa à Bakwanga en 1961, Antoine Tshimanga à Stanleyville en 1964, Pierre Mulele et Théodore Bengila à Léopoldville en 1968; d'autres ont rallié le pouvoir de Mobutu, comme Bernardin Mungul Diaka et Tony Nyati Bula Mandungu, le seul marxiste de l'univers congolais selon Jean Van Lierde⁽²¹⁾ et actuellement animateur d'un groupe de prière à Cotonou. Des centaines de boursiers qui étudièrent dans les pays de l'Est et en Chine, aucun ne s'est fait connaître à son retour au Congo par une action ou des convictions communistes. L'échec du communisme au Congo et plus largement de tout le mouvement démocratique qui anima la décolonisation, renvoie à la question de Cheikh Hamidou Kane dans *L'aventure ambiguë*: "Comment ont-ils pu nous vaincre sans avoir raison?" En d'autres mots comment l'anticommunisme primaire qui sévissait au Congo depuis les années 20 a-t-il pu stériliser tout le courant démocratique et imposer la dictature?

La réponse à cette question doit faire une place au contexte international: volonté impérialiste des Etats-Unis et divisions dans le camp socialiste; mais il faut également s'interroger sur les conditions internes proprement congolaises de l'échec.

L'anticommunisme colonial qui a caractérisé la colonie belge pendant quarante ans est la face publique d'un apolitisme - ou d'un antipolitisme - omniprésent⁽²²⁾. Les trois forces qui formaient l'armature du système colonial belge - l'administration, les missions et le capital - se sont entendues pour étouffer toutes vellétés de vie politique. Ce n'est pas le communisme qui était visé - celui-ci était inexistant au Congo jusqu'en 1958 - mais tout mouvement, tout courant de pensée, toute personne qui pouvait ébranler la solidité du triptyque colonial. L'administration coloniale se chargea du cor-

don sanitaire autour du Congo et de la répression à l'intérieur. Les entreprises appliquèrent une politique paternaliste d'encadrement social qui priva les travailleurs de toute responsabilité, mais le rôle le plus important et dont les effets furent les plus durables revint à l'enseignement missionnaire. Il eut la charge de soumettre la pensée à l'autorité et de condamner à l'avance toute contestation et donc toute émancipation politique. Le refus d'appliquer la raison, et a fortiori la pensée matérialiste aux faits sociaux est une caractéristique de l'enseignement missionnaire catholique pratiqué au Congo belge.

Une anecdote illustre l'aveuglement intellectuel de certains missionnaires. J'étais enseignant à l'université Lovanium de Léopoldville. J'avais invité un professeur de théologie qui était également aumônier des étudiants. En passant devant ma table de travail il remarque un ouvrage. C'était *Introduction à la sociologie* du professeur Jean Ladrière avec une préface du chanoine Leclercq. Avec une certaine vivacité il me dit: "Comment pouvez-vous perdre votre temps à lire des stupidités pareilles". Le terme sociologie l'avait alerté.

L'étiquette 'communiste' servit à désigner tous les dangers encourus tant par la pensée monolithique des missionnaires que par les gardiens de l'ordre public et ceux du capital. L'anticommunisme devint un instrument de défense du colonialisme. La peur du Noir se déguisa en peur du rouge.

- (1) J. BRODER, Le Parti Communiste de Belgique et la question coloniale (1945-1961), Dans: *Etudes Marxistes*, (1998)44, pp. 107-143.
- (2) J. BRODER, *Le Parti [...]*, p. 142. Nous avons utilisé les textes cités dans cet ouvrage pour présenter les positions de l'Internationale Communiste et du PCB face à la colonisation.
- (3) J. BRODER, *Le Parti [...]*, p. 108.
- (4) voir bibliographie.
- (5) Au sujet de l'évolution du PCB entre 1928 et 1939 et du nombre de ses membres voir J. GOTOVITCH, *Brood & Rozen*, (1997)4, pp. 22-23, cités dans la bibliographie.
- (6) J. BRODER, *Le Parti [...]*, p. 130.
- (7) La FGTB Congo était un syndicat socialiste dont la préoccupation première était la défense de ses syndiqués belges au Congo.
- (8) *L'Eveil du Congo*, mars-avril 1956, p. 9.
- (9) Y. OLLEVIER, *De laatste communisten. Hun Passies, hun idealen*, Leuven: Uitgeverij Van Halewyck, 1997, pp. 272-273.
- (10) L'histoire détaillée de l'action du PCB en Belgique de juin 1958 jusqu'en juillet 1960 reste à écrire. La plupart des acteurs sont encore vivants et souhaitent témoigner et une partie des archives est disponible au CARCOB.
- (11) Voir leur témoignage dans Y. OLLIVIER, *De Laatste Communisten [...]*, pp. 272-282.
- (12) Voir à ce sujet l'interview de Albert De Coninck par Etienne Verhoeyen dans lequel Mobutu est mis en cause en tant qu'informateur de la sureté, CARCOB, Albert De Coninck.
- (13) Lettre de Terfve (alias Laforge) du 21 mai 1959 à l'UNTC, CARCOB.
- (14) Lettre du comité de l'UNTC datée du 6 avril 1959 à De Coninck.
- (15) Voir à ce sujet Y. OLLEVIER, *De Laatste communisten [...]*, pp. 278-279.
- (16) D'après l'interview de E. Verhoeven déjà citée.
- (17) La lettre est reproduite dans *Cahiers africains*, n° 17-18, Bruxelles, pp. 155-156.
- (18) Le courrier de Marcel Levaux, ainsi que celui de Jean Terfve, de Gaston Moulin et d'autres se trouvent au CARCOB.
- (19) Témoignage de Mark Braet et de Eddy Poncelet, dans Y. OLLEVIER, *De Laatste Communisten [...]*, p. 278.
- (20) L. DE WITTE, *Crisis in Congo*, p. 53.
- (21) J. VAN LIERDE, *Un insoumis*, p. 11.
- (22) Sur les débuts de l'anticommunisme au Congo (1924-1932) voir J.-L. VELLUT dans *La peur du rouge*.

Bibliographie

- J. BRODER, Le Parti Communiste de Belgique et la question coloniale (1945-1961). Dans: *Etudes Marxistes*, (1998)44, pp. 107-144.
- J. CHOME, Indépendance congolaise - Pacifique Conquête. Dans: *Remarques congolaises*, Bruxelles, 1960, 52 p.
- J. CHOME, M. Lumumba et le Communisme. Dans: *Remarques congolaises*, Bruxelles, 1961, 80 p.; *Congo. La vérité d'un bilan*, Bruxelles: Fédération des Etudiants Socialistes de Belgique, 1960, 62 p.
- L. DE WITTE, *Crisis in Congo*, Leuven: Uitgeverij Van Halewyck, 1996, 496 p.
- J. GERARD-LIBOIS, R. LEWIN, La Belgique entre dans la guerre froide et l'Europe 1947-53. Dans: *CRISP*, Liège-Bruxelles, 1992, 255 p.
- J. GERARD-LIBOIS, B. VERHAEGEN, Congo 1960. Dans: *CRISP*, tome II, 1961, pp. 469-1116.
- J. GOTOVITCH, *Du Rouge au Tricolore*, Bruxelles: Labor, 1992, 610 p.
- J. GOTOVITCH, Qu'est-ce que le parti communiste de Belgique? A quoi a-t-il servi? Quelques propositions pour en comprendre l'histoire et la signification. Dans: *Brood & Rozen*, (1997)4, pp. 9-23.
- P. HOUART, *La pénétration communiste au Congo*, Bruxelles: Centre de documentation internationale, 1960, 118 p.
- KANKU BONA, *La propagande communiste en Afrique et le pouvoir colonial dans la province du Katanga (région du Shaba) 1920-1940*, Lubumbashi, UNAZA, 1972, mémoire de licence.
- E. MENDIAUX, *Moscou, Accra et le Congo*, Bruxelles: Charles Dessart, 1960, 198 p.
- L. MOSHEJE, La pénétration américaine au Congo. Dans: *Remarques congolaises*, Bruxelles, 1963, 64 p.
- Y. OLLEVIER, *De Laatste communisten. Hun passies, hun idealen*, Leuven: Uitgeverij Van Halewyck, 1997, 320 p.
- E. SIMONS, R. BOGHOSSIAN, B. VERHAEGEN, Stanleyville 1959 - Le procès de Patrice Lumumba et les émeutes d'octobre. Dans: *Cahiers Africains*, Bruxelles, 1995, 208 p.
- *The African Communist*, Bruxelles, (1967)29.
- J. VAN LIERDE, *La pensée politique de Patrice Lumumba*, Bruxelles: Amis de Présence Africaine, 1963, 401 p.
- J. VAN LIERDE, avec la collaboration de X. ZEEBROEK et P. ARCQ, *Un Insoumis*, Bruxelles: Labor, 1998, 208 p.
- J.-L. VELLUT, Episodes anticommunistes dans l'ordre colonial belge (1924-1932). Dans: *La peur du rouge*, Bruxelles: Université de Bruxelles, 1996, pp. 183-190.
- A.J. WAUTERS, *Le communisme et la décolonisation*, Bruxelles: IRCB, 1952.
- A.J. WAUTERS, *Le monde communiste et la crise du Congo belge*, Bruxelles: Ed. de l'Institut de Sociologie Solvay, 1961.
- La pénétration communiste au Congo, Dans: *Bulletin de la section belge du CILACC*, (mai 1946)5, pp. 1-12.